

Territoire palestinien occupé
CONVENTION DE MISE EN OEUVRE
relative au suivi et à la mise en œuvre financière de

« Joint Financing Arrangement II »

NN : 3016980
N° CTB : PZA1503511
Allocation de base: 54 145 445

Entre :

L'Etat belge, représenté par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste ou son délégué ;

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par Carl Michiels, Président du Comité de direction et Peter Pauwels, Directeur Finances et ICM;

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée « la Loi portant création de la CTB »;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006 portant assentiment au troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération technique belge », ci-après dénommé « le Contrat de gestion »;

Vu le « Vade-mecum pour l'aide budgétaire belge » approuvé par le Ministre de la Coopération au Développement et le Ministre du Budget par échange de lettres datées du 10/04/2008, ci-après dénommé « Vade-mecum »;

Vu la convention spécifique dénommée « Joint Financing Arrangement II » conclue entre le Royaume de Belgique et le Territoire palestinien occupé en date du 31/08/2015 ci-après dénommée « la Convention Spécifique »;

Vu le Joint Financing Arrangement II entre « Le Gouvernement du Territoire palestinien » et « les partenaires au développement » signé le 20/10/2014 à Ramallah;

Vu le « Dossier de Base » et la « Note Technique » approuvés le 02/05/2012 et le 31/12/2015 par le Ministre de la Coopération au Développement;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} Objet de la Convention

L'Etat charge la CTB du suivi et de la mise en œuvre financière relatifs au « Joint Financing Arrangement II », selon les dispositions reprises dans les annexes de la présente Convention de mise en œuvre, ci-après dénommée « la Convention de mise en œuvre ».

Ladite Convention de mise en œuvre définit:

1. l'expertise fournie par la CTB pour le suivi financier et technique du « Joint Financing Arrangement II » selon les dispositions de l'annexe 1. Pour assurer cette expertise, la CTB:

- Recrutera :
 - un(e) conseiller(ère) technique éducation pour une période de maximum 42 hommes/mois.
 - un(e) conseiller(ère) technique finances publiques pour une période de maximum 36 hommes/mois.

Si ces experts n'ont pas été recrutés dans les 6 mois après la signature de cette convention, la CTB assurera le suivi temporaire du dossier sur base d'expertise de courte durée. Les conseillers techniques seront engagés au plus tard six mois après la signature de ladite convention de mise en œuvre et pour la durée de la Convention de Mise en œuvre;

- participera aux Missions de Revue Conjointes si l'organisation de ces missions le permet par l'intermédiaire des experts sectoriels de la CTB. Sinon en cas de nécessité, une mission de suivi sera réalisée. annuellement
- Réalisera conjointement avec des autres partenaires de développement des études techniques et si nécessaires des audits externes.

2. la contribution financière de l'Etat belge au « Joint Financing Arrangement » aura lieu selon les modalités de versement décrites à l'article 3 de la Convention spécifique et les dispositions de l'article 2 de la Convention de mise en œuvre.

Article 2

Prix, don et financement

2.1. Prix de l'expertise

Le prix pour l'exécution du suivi du « Joint Financing Arrangement II » est de 1.412.500 € (un million quatre cent douze mille cinq cents euros).

La composition de ce prix figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

2.2. Don de la Belgique

Le don de la Belgique pour le « Joint Financing Arrangement II » est de 9.000.000 € (neuf millions d'euros) conformément à l'art. 3 de la Convention spécifique.

La composition de ce don figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

2.3. Financement

2.3.1. Expertise

Appel de fonds

Dès signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduira à la DGD une demande d'avance, égale à 100 % du montant du coût estimé par la CTB pour le premier semestre. Cette avance constituera un fond de roulement.

Ensuite, chaque trimestre, la CTB introduira, à la DGD, une facture sur base des dépenses réellement encourues.

Chaque facture sera payable par la DGD à la CTB au plus tard 56 jours calendriers après réception.

La demande d'avance viendra en déduction des factures de frais réels à la fin du projet.

Justification

Au plus tard, six mois après l'échéance de la Convention de mise en œuvre et de ses annexes, la CTB introduira un récapitulatif à la DGD, sur base des dépenses réellement encourues pendant toute la période reprenant la clôture financière de la prestation.

Le relevé de toutes dépenses sera joint au récapitulatif et sera attesté par un membre du Collège des Commissaires comme des coûts enregistrés dans la comptabilité de la CTB.

Un remboursement à l'Etat Belge des montants non dépensés par la CTB se fait au plus tard 56 jours après introduction du récapitulatif.

2.3.2. Don de la Belgique

Appel de fonds

Comme prévu à l'article 3 de la Convention spécifique, les tranches destinées au « Joint Financing Arrangement II » seront libérées par la CTB au partenaire, pendant la période 2015-2017:

- une première tranche de 3.000.000 € pour l'année budgétaire 2015;
- une deuxième tranche de 3.000.000 € pour l'année budgétaire 2016;
- une troisième tranche de 3.000.000 € pour l'année budgétaire 2017;

Dès la signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduit à l'état Belge une facture pour le versement de la première tranche, tel que stipulé à l'annexe 2 de la présente Convention de mise en œuvre. Les factures pour les tranches suivantes seront introduites par la CTB auprès de la DGD avec preuve de la réception de l'avance

précédente et du versement au partenaire de la tranche précédente ainsi que le rapport du versement de la tranche précédente avec l'avis du Consulat belge.

Les factures seront honoré au plus tard à la CTB 56 jours après réception de la facture.

La CTB n'effectuera aucun versement au partenaire, si le paiement de la facture n'a pas été effectué.

Mécanisme de paiement des tranches au Partenaire

Les conditionnalités pour les versements sont décrites dans la Convention spécifique à l'article 3.

En cas de non-objection du Consulat et l'Inspection de Finances dans les délais décrits dans le Vade-mecum, la CTB notifie cette décision au partenaire et effectue le paiement.

Article 3

Modalités de suivi de la mise en œuvre financière relative au « Joint Financing Arrangement II »

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à exécuter leurs obligations de bonne foi et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

L'Etat belge notifiera au partenaire et aux autres bailleurs de fonds appuyant le « Joint Financing Arrangement II » les tâches et rôles dévolus à la CTB par la présente Convention de mise en œuvre.

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à informer l'autre partie sans délai de toute correspondance ou modification relatives aux dispositions de la Convention Spécifique ou toute autre information relative à la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

Article 4

Procédure de modification

Toute modification de cette Convention de mise en œuvre se fera par simple avenant entre les Parties.

Article 5

Rapports

La CTB établira les rapports conformément au contenu et au timing décrits dans le Vade-mecum (inclus les annexes)

Article 6
Réception de la prestation

La réception de la prestation consiste en l'approbation par l'Etat belge du rapport final de la prestation de coopération mentionné à l'annexe 3 de la présente convention de mise en œuvre. Cette réception intervient dans les 60 jours à dater de l'introduction du rapport final auprès de l'Etat belge et, le cas échéant, dans les 60 jours de la transmission à l'Etat belge des réponses aux questions que ce dernier aurait formulées sur le rapport final.

Article 7
Durée de la Convention

La présente Convention de mise en œuvre entre en vigueur le jour de sa notification et vient à échéance trois mois après la fin de l'expertise prévue en article 1 de la présente Convention de mise en œuvre.

La durée de la présente Convention de mise en œuvre n'est pas affectée par l'échéance du Contrat de Gestion.

Le Ministre dont relève la CTB peut suspendre la Convention de mise en œuvre ou y mettre fin dans les conditions prévues à l'article 19 du troisième Contrat de Gestion.

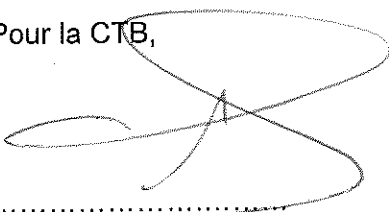
Article 8
Dispositions finales

Toutes les notifications prévues par la présente Convention de mise en œuvre sont adressées, moyennant accusé de réception, pour la CTB à Monsieur le Président du Comité de direction et pour l'Etat au Ministre ou à son délégué.

La présente Convention de mise en œuvre est soumise au droit belge.

Fait à Bruxelles, le 29/9/2015, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la CTB,



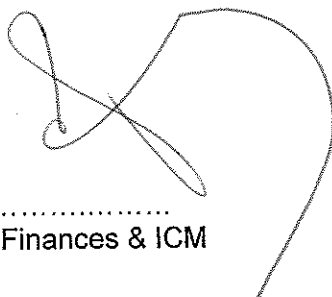
.....
Président du Comité de direction

Pour l'Etat belge,



Alexander DE CROO
Vice-Premier Ministre et Ministre de la
Coopération au Développement, de l'Agenda
numérique, des Télécommunications et de la
Poste
ou son délégué

et



.....
Directeur Finances & ICM

Annexe 1 : Termes de Référence des experts CTB

1.1. Terms of Reference of the Education Expert

The Education Expert will monitor the education sector, follow the JFA operations and provide technical expertise on education issues to the Belgian Cooperation, the Development Partners and the Palestinian Authority, in particular the MOEHE.

The Education Expert will work at the BTC representation in Jerusalem under the administrative supervision of the BTC resident representative (RESREP) and the functional guidance of the Belgian Consulate-General. The Education Expert will work in collaboration with the PFM expert, as well as with other Technical Assistants supporting Belgian interventions in the education sector.

Tasks

Support to the Belgian Development Cooperation

- Provide technical / policy advice to the Consulate-General with regards to the Belgian position on policy issues related to the education sector;
- Report to the Consulate-General and the Budget Support Working Group with regards to programme implementation and policy dialogue, as provided for in the Vademecum for Budget Support, in close collaboration with the PFM expert;
- Report about the opportunity of disbursement of the different Belgian instalments. The Education Expert will systematically check together with the PFM expert whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. Both experts will then jointly formulate a clear advice to the Consulate-General in this respect;
- Support capitalisation in order to feed into current and future Belgian interventions in education through documenting the implementation process and exchanging experience; exchange expertise and programme results with other Belgian actors involved in the education sector and / or in budget support modalities;
- Relate and coordinate with the running Belgian bilateral education projects to formulate advice based on the lessons learned within the projects, to ensure a common position in policy dialogue, to monitor progress of the EDSP and of the Belgian education portfolio.

Support to the education SWAP coordination and policy dialogue

- Actively support donor coordination towards an active partnership approach to program follow-up and policy dialogue with the Palestinian authorities;
- Ensure good relations and continuous dialogue with the main stakeholders in education, and in particular:
 - The Palestinian Authority: mainly the Ministry of Education and Higher Education, the Ministry of Planning, the Ministry of Finance, the Ministry of Labour
 - The Joint Financing Partners (JFPs) of the JFA
 - The Development Partners, in particular with those participating in the Education Sector Working Group (ESWG) and the Technical Thematic Groups
- Ensure common understanding and contribute to common positions with the JFPs of the JFA.
- Ensure follow-up and analysis of EDSP and JFA implementation and reporting;
- Actively participate in the technical workgroups responsible for the program follow-up in which the expert can provide positive contributions;
- Actively participate in the meetings of the Education Sector Working Group (ESWG), the Core

Group, the JFP and JFA meetings and other relevant policy dialogue fora in education. This includes participation in high-level fora of the policy dialogue related to the education sector (like EU ROF dialogue) – upon request of the Consulate-General.

- Support the Consulate-General in their function of co-lead of the ESWG;
- Participate in the organization of Annual Sector Reviews and joint field visit.

Support to the JFA program, and the overall functioning of the Palestinian education system

- Upon request of the partners, play a facilitating role with regards to inter and intra-ministerial coordination for the overall Education Sector dialogue;
- Monitor identified risk factors, and constructively collaborate with the partner authorities and JFPs within the program dialogue and implementation of programs to mitigate risks, in particular:
 - Pay attention that JFA and EDSP program implementation shifts towards quality improvement and the expansion of TVET in Palestine;
 - Facilitate the improvement of the Monitoring and Evaluation system in education;
 - Contribute to institutional capacity development at both central and decentralized levels.
 - Ensure exchange and coordination with the management team of the MOEHE
- Facilitate the resolution of bottlenecks, where needed;
- Support coherence and linkage of the JFA with the other Belgian ongoing education projects and other relevant programs and projects;
- Where possible, take initiative for research and empirical studies in the education sector.

Profile

- Master of Arts / Master of Science degree in social sciences, preferably in education sciences and / or economics, public administration;
- 10 years of relevant experience, of which at least 5 in supporting the Education Sector of developing and / or transition countries. Knowledge and experience in Education Sector planning is a distinctive asset.
- Extensive experience in quality improvement projects in education, such as teacher training strategies, curriculum reforms, decentralization, etc.
- Experience with a specific Education Sector Budget Support program or a basket fund and a Sector-Wide Approach in Education is desirable;
- Experience in Monitoring and Evaluation methodologies, including EMIS;
- Experience in institutional assessment and capacity building;
- Experience in Public Finance Management and/or education finance is an asset;
- Experience with working in Palestine or the Middle –east or North Africa region is an asset.
- Demonstrated interpersonal, coordination, negotiation and diplomatic skills;
- Perfect command of English. Knowledge of French, Dutch or Arabic is an asset.

1.2. Terms of Reference of PFM expert

- The Public Finance Management (PFM) Expert will follow JFA operations and provide valuable expertise on wider education related issues to the Belgian Cooperation, the Development Partners and the Palestinian Authority, in particular the MOEHE.
- The PFM expert will work under the administrative leadership of the BTC Resident Representative (RESREP), in collaboration with the Education expert and the other Technical Assistants, and under the functional guidance of the Belgian Consulate.

Tasks

Support to the Belgian Development Cooperation

- Provide technical and policy advice to the Consulate-General with regard to the Belgian position on PFM-related issues in the education sector.
- Contribute to the reporting to the Consulate-General and the Budget Support Working Group with regards to PFM related issues in programme implementation and policy dialogue, as provided for in the Vademecum for Budget Support, in close collaboration with the Education Expert;
- In the Annual Reports the PFM expert will include a description of the PFM system and PFM reform processes in place in the oPT, paying particular attention to the education sector.
- The PFM expert will contribute to the disbursement reports, and in particular s/he will systematically check whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. The Education and PFM Experts will then jointly formulate a clear advice to the Consulate-General in this respect;
- Provide the Consulate-General with an analysis of the budget planning and execution in the education sector. Particularly, prior to Annual Sector Reviews and the sector budgeting exercises, making sure budgetary concerns are addressed appropriately.
- If and when required, provide the Consulate-General with information and advice on PFM matters arising within the JFA.
- Make sure the new policies and/or critical issues raised regarding PFM in the Education sector working group meetings are brought to the attention of the Consulate-General.
- Contribute actively to the existing technical coordination mechanisms of the Belgian support to the Education sector by exchanging information on education PFM issues, so as to promote a shared vision and a coherent approach.
- Provide PFM advice, reporting, and briefings under the lead of the Belgian BTC resident representative, in line with the Belgian Budget Support Vademecum.

Support to the education SWAP coordination and policy dialogue on PFM issues

- Contribute to the achievement of more efficient and effective aid to the education sector through improved harmonization, coordination of DPs and their alignment to the systems and policies (EDSP III) and the MoU of the JFA.
- Actively participate in and contribute to ESWG meetings and other related SWAP meetings at subsector level or related to PFM in the education sector.
- Strengthen the link between PFM at sector level and macro level. Contribute to the drafting of the summary reports or position paper on PFM in education.
- Liaise with other DPs engaged in Sector/General Budget Support and participate in the PFM-related joint missions when appropriate.

- Analyse budget planning, budget execution, financial reporting, and internal and external control systems in the education sector at central and local level and support the actors in this sector in these matters.
- Analyse the annual audit report of the SAACB, share findings, prepare a joint JFP position, and follow up on the recommendations and corrective measures with MOEHE.
- Establish, develop and maintain good working relations with the Government ministries (namely MOEHE, MOPAD and Ministry of Finance), institutions and partners involved in the education sector.

Support to the JFA program and the overall functioning of the Palestinian education system

- Follow up and undertake analysis of the financial implementation of the Education Sector Strategy Plan (EDSP III), in collaboration with the BTC education experts in the field.
- Monitor identified risk factors and constructively collaborate with the partner authorities within the policy dialogue to implement mitigating actions. In particular:
 - Analyse Education budget and expenditure within the sector and within the national budget and share information with relevant stakeholders.
 - Analyse annual audit reports, share and discuss findings in the education sector with DPs, MOEHE and MOPAD and Ministry of Finance and follow up on recommendations and issues addressed in the reports.
- Present recommendations on planning, budget allocations and expenditures and PFM issues at sector level.

Profile

- Master degree in economics, public management, public administration, law, political science or related;
- A minimum of 3 years of experience in public financial management– all or partly in the field in developing countries or transitional countries;
- Experience in Public Finance Management;
- Extensive professional experience in a multicultural context;
- A high degree of questioning business as usual, drive, self-motivation and ability to work independently with minimum supervision;
- Prepared to undertake frequent field trips;
- Cooperative and networking attitude and experience of working in multi-disciplinary team settings;
- Demonstrated interpersonal, communication, reporting, diplomatic and negotiation skills;
- Analytical skills and critical thinking;
- Negotiation and diplomatic skills;
- Analytical skills and critical attitude;
- Good organizational skills;
- Good communicator.
- Knowledge in institutional assessment and capacity building;
- Knowledge in Public Finance Management; ...
- Perfect command of English. Knowledge of French, Dutch or Arabic is an asset.

Annexe 2 : Plan financier en Euro

PZA 15035 11 JFA II

Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Tâche	Code Secteur	Coût unitaire	Nombre	Coût total contribution Belge	2015		2016		2017		2018	
							1er semestre	2ième semestre	1er semestre*	2ième semestre	1er semestre	2ième semestre	1er semestre	2ième semestre
	PRIX: EXPERTISE													
A_01_01	Expert(e) technique education (homme habilité)	Régie	11000	mois	42	630.000	0	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
A_01_02	Expert(e) technique PFM (homme habilité)	Régie	11000	mois	36	540.000	0	45.000	90.000	90.000	90.000	90.000	45.000	45.000
A_01_03	Mission des experts	Régie	11000	an	4	12.000		3.000			3.000		3.000	3.000
A_01_04	Coûts de fonctionnement (communication, bureau, équipements, transport...)	Régie	11000	mois	39	97.500	0	7.500	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000
A_01_05	Investissements (achat auto, informatique de bureau, mobilier...)	Régie	11000	LF	1	40.000	0	30.000	4.000		3.000		3.000	
A_01_06	Mission Expert CTB Siege (Revue annuelle education; Session ESG planification)	Régie	11000	mission	7	17.500	0	2.500	2.500	2.500	2.500	2.500	2.500	2.500
A_01_07	Consultance/Audit technique, analyses financières, évaluation...)	Régie	11000	an	3	75.000	0	0	25.000	0	25.000	0	25.000	0
	SOUS TOTAL PRIX					1.412.000	0	178.000	226.500	200.500	225.500	200.500	225.500	155.500
	DON: CONTRIBUTION AU "PROGRAMME"													
B_01_01	Art. 3 point 3.5 Convention Spécifique	Aide budgétaire	11000			9.000.000	0	3.000.000	0	3.000.000	0	3.000.000	0	0
	SOUS TOTAL DON					9.000.000	0	3.000.000	0	3.000.000	0	3.000.000	0	0
	TOTAL					10.412.000	0	3.178.000	226.500	3.200.500	225.500	3.200.500	225.500	155.500